

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le **- 2 MARS 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



GRAPHOCOLOR

19 AVENUE DES VIEUX MOULINS
74000 Annecy

Références : 20230202_RAP_Insp_Graphocolor
Code AIOT : 0006104534

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2023 dans l'établissement GRAPHOCOLOR implanté 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS 74000 Annecy. L'inspection a été annoncée le 22/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAPHOCOLOR
- 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS 74000 Annecy
- Code AIOT : 0006104534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GRAPHOCOLOR a été créée en janvier 1951, elle emploie entre 200 et 250 salariés. La superficie du site est de 19 000 m². GRAPHOCOLOR a pour activité l'anodisation et la coloration de toutes petites pièces et de petits bouchons en aluminium. Les bouchons sont fabriqués par emboutissage à partir de tôle d'aluminium. L'anodisation et la coloration sont réalisées dans des bains de traitement de surface d'un volume total de 155,7 m³ répartis dans deux ateliers dénommés U1U2 et U7U8 (ancien atelier U3).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Plainte rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 3.4.2	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Arrêté de consignation: Respect valeurs limites de rejets en azote global	AP Complémentaire du 09/11/2021, article 2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Actions conduites sur les rejets Eaux pluviales et Eaux usées	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.1	L'exploitant transmet un porté à connaissance au Préfet
4	Point PFAS	Lettre du 18/11/2022	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence 2 non-conformités:

- mesures des rejets atmosphériques non réalisées en 2021, et non réalisées sur tous les émissaires en 2022;
- non-respect des valeurs limites des rejets aqueux en azote global.

Concernant la plainte relative aux rejets atmosphériques:

- l'inspection demande à l'exploitant de faire réaliser sous 2 mois les mesures de rejets atmosphériques 2023 sur l'ensemble des émissaires. L'exploitant se positionnera également sur l'estimation des rejets diffus.
- En ce qui concerne la hauteur des cheminées, l'exploitant transmet à l'inspection sous 2 mois la hauteur du débouché à l'atmosphère par rapport au niveau du sol de chacun de ses exutoires ainsi que la justification réglementaire correspondante.

Concernant l'arrêté de consignation et le non-respect des valeurs limites des rejets aqueux en azote global: cf fiche de constat 2.

Concernant les actions conduites par l'exploitant sur les rejets eaux pluviales et eaux usées:

- L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un porté à connaissance au Préfet des modifications réalisées concernant les rejets eaux pluviales et eaux usées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plainte rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 3.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques

Prescriptions contrôlées :

Article 2 de l'APC du 5 mai 2015:

Article 2

Le contenu des articles 3-2 et 3-3-1 de l'arrêté préfectoral n° 2007 - 3205 du 29 octobre 2007 est complété par les dispositions suivantes :

Article 3.2 de l'arrêté préfectoral n° 2007 - 3205 du 29 octobre 2007 : Conduits d'évacuation :

Les effluents gazeux seront rejetés par 9 émissaires :

- 1 - tour lavage U1/U2 ;
- 2 - tour lavage U3 ;
- 3 - hotte A ;
- 4 - hotte B ;
- 5 - hotte de colmatage A ;
- 6 - hotte de colmatage B ;
- 7 - tour dégraissage ;
- 8 - chaudière U1/U2 ;
- 9 - chaudière U3.

Dans le délai de six mois, la hauteur de la tour de lavage U3 sera portée à 25 mètres par rapport au niveau du sol, le débit d'émission des effluents atmosphériques devant être au minimum de 39 000 Nm³/h.

La forme des conduits d'évacuation des rejets à l'atmosphère devra être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents. Il est en particulier interdit d'installer des chapeaux ou des dispositifs équivalents au-dessus du débouché à l'atmosphère des cheminées.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 2007 - 3205 du 29 octobre 2007 : Effluents issus des procédés de traitement de surfaces.

La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

Emissaires	Paramètres	Concentrations de rejets (en mg/m ³)
Tour U3	Acidité totale exprimée en H ⁺	0,5
Hotte A	Alcalins, exprimés en OH ⁻	10
Hotte B	SO _x , exprimés en SO ₂	100
Dégraissage		
Colmatage A	Ni	5
Colmatage B		

NO _x , exprimés en NO ₂		
Emissaires	Concentrations des rejets (en mg/Nm ³)	Flux des rejets (en g/h)
Tour de lavage U1U2	200	3600
Tour U3	200	7800
Hotte A	100	1900
Hotte B	100	2000
Dégraissage	100	900

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

Article 3.3.2 de l'AP du 29 octobre 2007 :

3.3.2 – Effluents des installations de combustions

Les teneurs en polluants avant rejet des gaz de combustion respectent, avant toute dilution, les limites fixées ci-après. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). La teneur en oxygène est ramenée à 3 %.

Paramètres	Rejet direct (en mg/m ³)
------------	--------------------------------------

SO2	35
NO2	150
Poussières	5

L'arrêté ministériel du 3/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 est applicable aux valeurs limites d'émissions, mais n'occasionne pas de changement jusqu'au 31/12/2024.

Par ailleurs, l'article 6.3 de l'annexe I de l'AM susmentionné impose une mesure des émissions atmosphériques tous les 2 ans pour les installations de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, contrairement à la périodicité de 3 ans imposée dans l'AP du 29 octobre 2007 à l'article 3.4.3.

Article 3.4 de l'AP du 29 octobre 2007 :

ARTICLE 3.4 : Contrôles

3.4.1 – Aménagement des exutoires

Des dispositifs obturables et commodément accessibles permettant le prélèvement dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur seront installés sur les exutoires de rejet des installations.

3.4.2 – Autosurveillance des rejets de traitement de surfaces

L'exploitant réalise l'autosurveillance de ses rejets atmosphériques issus des procédés de traitement de surfaces. Elle porte en particulier sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs,
- les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'article 3.3.1 du présent arrêté et susceptibles de se trouver dans l'émissaire considéré, est réalisée au moins une fois par an, selon les normes en vigueur, au niveau de chacun des exutoires de l'établissement sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses de ces mêmes substances est également réalisée selon la même périodicité. La première campagne d'analyses sera effectuée avant le 30 octobre 2007.

Article 4 de l'AM du 30/06/2006 sur la hauteur des cheminées:

Le débouché à l'atmosphère du système de ventilation des locaux est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante prenant en compte la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à un mètre au-dessus du faîtage.

Constats : Par courriel du 13 décembre 2022, l'inspection des installations classées a été saisie d'une plainte à l'encontre de la société Aptar/Graphocolor concernant les nuisances occasionnées par l'émission régulière de fumées et en matière de qualité de l'air.

L'exploitant indique qu'avec l'installation de l'unité de distillation, opérationnelle depuis octobre 2021, une tour aéroréfrigérante a été ajoutée. Au démarrage de l'unité, à la vue des fumées, les voisins ont appelé par 3 fois les pompiers pour signaler un incendie.

L'exploitant reconnaît l'existence d'un panache de fumées le matin tôt quand il fait froid et sec.

L'exploitant déclare avoir déjà eu des plaintes relatives aux fumées par l'association les Amis de la Terre et les avoir invités à visiter le site pour qu'ils comprennent mieux à quoi correspondent ces fumées.

L'exploitant précise que le projet de purge de la tour de lavage envisagé au premier trimestre 2024 pour réduire les rejets azotés a également pour objectif de récupérer de l'énergie et aura donc pour conséquence l'émission de moins de vapeur. Ce panache n'aura plus lieu qu'à l'arrêt et au démarrage, soit une fois par semaine.

L'inspection a demandé à l'exploitant les deux dernières mesures annuelles de ses rejets atmosphériques.

L'exploitant a fourni le rapport de mesures 2022 effectuées par le laboratoire SOCOTEC le 5 et 6 juillet 2022.

Non-conformités: Tous les résultats sont conformes, cependant il est à noter qu'il n'a pas été réalisé de mesure des rejets atmosphériques sur deux émissaires: la chaudière 8T (à l'arrêt et remplacé par une chaudière de location temporairement) et la hotte de colmatage A (installation non raccordée, chute d'un tuyau). Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir de rapport de mesures 2021.

Le rapport de mesures 2020 a été transmis (mesures réalisées par SOCOTEC le 3 et 4/12/2020): les rejets de tous les émissaires ont fait l'objet de mesures, et l'ensemble des résultats sont conformes.

L'inspection rappelle que ces mesures doivent être réalisées annuellement sur les émissaires de traitement de surface et tous les 2 ans sur les émissaires des chaudières. L'inspection demande à l'exploitant de faire réaliser sous 2 mois les mesures 2023 sur l'ensemble des émissaires. L'exploitant se positionnera également sur l'estimation des rejets diffus.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les valeurs limites applicables aux rejets atmosphériques des chaudières seront différentes à compter du 1er janvier 2025 (cf AM du 3/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910).

L'inspection a demandé également à l'exploitant les résultats du contrôle du bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. Le rapport de vérification des systèmes de ventilation réalisée par DEKRA du 10 au 12 janvier 2022 a été remis à l'inspection. Le rapport liste 9 observations relatives à des dysfonctionnements. Ces observations n'apparaissaient pas déjà dans le rapport précédent. L'exploitant déclare que la traçabilité de la résolution des observations est assurée par le logiciel GMAO (gestion de la maintenance assistée par ordinateur) du site.

Les dysfonctionnements de l'atelier de dégraissage ont été réglés en 2022. Concernant les dysfonctionnement de l'atelier U1/U2, une étude est en cours, les travaux devraient être réalisés fin 2023/début 2024.

En ce qui concerne la hauteur des cheminées, l'exploitant transmet à l'inspection sous 2 mois la hauteur du débouché à l'atmosphère par rapport au niveau du sol de chacun de ses exutoires ainsi que la justification réglementaire correspondante.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2021, article 2				
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux				
Prescription contrôlée :				
<p>Par arrêté préfectoral n° 2011364-0006 du 30 décembre 2011, la société GRAPHOCOLOR a été mise en demeure de respecter les prescriptions édictées par l'article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 2007-3205 du 29 octobre 2007, notamment en ce qui concerne le respect de la limite de concentration et de flux en azote global dans les rejets aqueux.</p> <p>Afin de respecter les limites de concentration et de flux en azote global dans les rejets aqueux, l'exploitant a prévu de mettre en œuvre une unité de distillation en 2021, ainsi que d'autres dispositifs de traitement à l'horizon 2022, tels que la mise en place de rinçages cascade concentrant le sulfate d'ammonium, la valorisation du raffinat (sulfate d'ammonium ?) et la substitution en station d'épuration de la chaux par l'oxyde de magnésium pour certaines opérations de neutralisation.</p> <p>A la suite de l'inspection du 15 juin 2020 et après avoir échangé avec l'exploitant durant les mois suivants, l'arrêté préfectoral n° 2021-0021 du 15 février 2021 a été pris afin de consigner par fractions la somme totale de 757 000 € (titre de consignation RALP-21-2600017063), répondant du coût des travaux prévus par l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2011364-0006 du 30 décembre 2011 afin de respecter la limite de concentration et de flux en azote global dans les rejets aqueux au 31 décembre 2022.</p>				
Article 2 de l'AP de levée de consignation partielle du 9/11/2021:				
La répartition de la consignation établie à l'article 1 ^{er} de l'arrêté préfectoral n° PAIC-2021-0021 du 15 février 2021 est modifiée comme suit :				
Réalisation	Echéance	Montant	Date d'appel de fonds	Somme à consigner
Diminution rejets azotés hors distillation – Etude faisabilité technique et analyse de risque et sécurité (HAZOP)	31/03/21	25 000 €	31/03/21	0 €
Distillation : Partie vapeur préchauffeur et consultation pour analyse de risque et sécurité (HAZOP)	31/03/21	30 000 €		
Distillation : Modification colonne verre et cuves amont – consultation fournisseur pour sécurisation de l'installation	31/03/21	50 000 €		
Distillation : Electricité, automatismes, test en eau – validation du projet, sécurisation et mise en œuvre	30/06/21	100 000 €	30/06/21	0 €
Distillation : Cuves aval, sortie vapeur colonne, tests en acide, documentation, qualification – sécurisation globale de l'installation	30/09/21	150 000 €	30/09/21	0 €
Distillation : mise en route	30/09/21	200 000 €		
Diminution rejets azotés hors distillation : Rinçage cascade B sur U1U2 – Valorisation alun – Valorisation raffinat – Substitution chaux par oxyde de magnésium	30/06/22	100 000 €		
Diminution rejets azotés hors distillation : respect des valeurs limites en azote global.	31/12/22	102 000 €	31/12/22	202 000 €

Article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007 — 3205 du 29 octobre 2007:

Valeurs limites en concentration et en flux dans les rejets aqueux pour l'Azote global:

- Concentration < 50 mg/l (sur un échantillon moyen journalier)
- flux journalier < 36 kg/j

Constats :

Non-conformité: L'exploitant indique que le rejet moyen en azote global est actuellement de 74 kg/j, ce qui est supérieur au 36 kg/j autorisé par l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2007.

L'exploitant a présenté un bilan de la mise en oeuvre de l'unité de distillation.

L'unité de distillation est en fonctionnement depuis octobre 2021, mais connaît des aléas techniques depuis le démarrage:

- un problème de pompes à la sortie produit du bouilleur: l'installation s'arrête et la pompe nécessite d'être remplacée (tous les 2/3 mois). L'installation peut ne pas fonctionner pendant 1 jour. Une nouvelle technologie de pompe a été essayée en 2022 dont les essais n'ont pas été concluants. Une autre technologie de pompe a été commandée et devrait être mise en service en mai 2023. Il est à noter que la résolution de ce dysfonctionnement n'aura pas de gain en termes de réduction des rejets azotés.

- présence de silice dans l'acide nitrique recyclé (identifiée après analyse du produit de sortie). Une expertise de la colonne de distillation par De Dietrich a eu lieu. La silice viendrait de verre cassé dans la colonne (reste à confirmer). Aucune corrosion n'a été identifiée. La silice devrait diminuer petit à petit.

L'unité de distillation a permis de passer d'un rejet moyen en azote globale d'environ 130 kg/j à 74 kg/j.

Afin de réduire encore les rejets en azote, d'autres dispositifs de traitement ont été investigués en 2022:

- le projet oxyde de magnésium: substitution en station d'épuration de la chaux par l'oxyde de magnésium. Plusieurs essais ont été réalisés en 2022 pour confirmer les essais en laboratoire. Le résultat est inférieur à ce qui était attendu et non représentatif. L'exploitant abandonne donc cette voie pour diminuer ces rejets azotés, mais poursuivra ces essais dans l'objectif de limiter la formation de gypse et les impacts sur la production, et de réduire la production de boues.

- le projet aluminosulfate: une pompe à vide a été ajoutée en 2022 pour extraction de l'ammoniac. L'extraction d'ammoniac diminuerait la consommation de sulfate d'ammonium. Les premiers essais industriels sont prévus au 3^{ème} trimestre 2023.

- le projet purge tour de lavage: il s'agit du recyclage des nitrates de sodium de la tour de lavage de l'atelier U7/U8 en acide nitrique dilué dans l'unité de distillation: La faisabilité technique a été validée en laboratoire en 2022. 150 k€ ont été débloqués en 2022 et 250 k€ sont budgétés sur 2023. Les premiers essais industriels sont prévus au premier trimestre 2024.

Dans le cadre de l'arrêté de consignation du 15 février 2021, un appel de fonds de 202 k€ a été effectué fin 2022 correspondant au deux dernières lignes du tableau de répartition de la consignation.

Le montant (102 000 €) correspondant à la dernière ligne du tableau, qui prévoit le respect des valeurs limites en azote global ne peut être levé puisque les valeurs limites ne sont pas respectées.

Le montant correspondant à l'avant dernière ligne qui prévoit la diminution des rejets azotés hors distillation par rinçage cascade B sur U1U2, valorisation de l'alun, valorisation du raffinat, substitution de la chaux par oxyde de magnésium, pourrait éventuellement être levé à la fin du 3^{ème} trimestre 2023, à l'issue des essais industriels du projet aluminosulfate.

Pour cela, l'exploitant doit fournir à l'inspection une synthèse des pistes testées et/ou abandonnées dans le cadre de la diminution des rejets azotés hors distillation (cf pistes énoncés

dans la consignation). En effet, le projet de rinçage cascade B sur U1U2 ainsi que le projet de valorisation du raffinat ont été abandonnés. Le projet de valorisation de l'alun correspondrait au projet aluminosulfate.

Le montant de 102 000 € correspondant à la dernière ligne du tableau pourra éventuellement être levé à l'issue des essais industriels du projet purge tour de lavage.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Actions conduites sur les rejets eaux pluviales et eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée et historique: <p>Article 2-4-1 de l'AP du 29/10/07 : Les eaux pluviales sont rejetés dans le milieu naturel. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et notamment les eaux de ruissellement des aires de chargement, des voiries et des parkings seront collectées et subiront un traitement dans un séparateur d'hydrocarbures débourbeur avant leur rejet.</p> <p>Article 8 alinéa 1 de l'AM du 30/06/06 : Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, le réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales.</p> <p>Inspection 19/07/2019: Constat N°3 - Graphocolor exploite un atelier d'emboutissage permettant de fabriquer les bouchons de flacons de parfum à partir d'une feuille d'aluminium. Lors du diagnostic assainissement effectué le 31 août 2018, le SILA a relevé l'absence de séparateur d'hydrocarbures, alors qu'il y a des déchets d'emboutissage en dehors de la benne sur lesquels ruisselle l'eau de pluie. Des traces d'hydrocarbures étaient visibles dans les eaux de ruissellement. Alors que l'arrêté d'autorisation impose un séparateur d'hydrocarbures, il est précisé d'une part dans le dossier établi en juillet 2005 que les eaux pluviales sont rejetées sans séparateur d'hydrocarbures en deux points distincts, et d'autre part l'article 8 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 évoque la présence éventuelle de bassin de confinement en cas de risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage, mais il n'impose pas de séparateur d'hydrocarbures. De plus, l'exploitant nous a montré sur site que la mise en place de séparateurs d'hydrocarbures aux deux points de rejet serait confrontée à des problèmes techniques et fonciers résultant de la configuration du site. En l'occurrence, l'incendie de l'atelier U3 en 2016 n'a occasionné aucune pollution par les eaux d'extinction d'incendie ni par des bains de traitement de surface. Lors de notre visite, nous avons constaté que les déchets d'emboutissage étaient tous dans une benne de petite dimension, et qu'il y avait effectivement quelques traces d'hydrocarbures sur l'enrobé autour de la benne. Dans ces conditions, il est très simple de contenir une telle pollution par la mise en place d'une rétention. Aussi, nous demandons à l'exploitant de disposer sous un délai de trois mois la benne à déchets d'emboutissage sur une rétention permettant de récupérer les égouttures d'huile.</p> <p>Inspection 15/10/2021: Constat N°5 – Séparateur d'hydrocarbures (observation de l'inspection du 19 juillet 2019) : Lors d'un diagnostic assainissement effectué le 31 août 2018, le SILA avait relevé l'absence de séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant nous avait alors montré sur site que la mise en place de séparateurs d'hydrocarbures aux deux points de rejet serait confrontée à des problèmes techniques et fonciers résultant de la configuration du site. De plus, des solutions alternatives ont été mises en place pour éviter les égouttures d'hydrocarbures, notamment au niveau des bennes de déchets d'emboutissage, principales sources de pollution. L'exploitant envisage d'implanter deux séparateurs d'hydrocarbures aux principales zones potentielles de pollution (atelier d'emboutissage et sortie de camions). En revanche, la zone des quais de chargement-déchargement n'est pas équipée, mais son aménagement poserait problème au sens où elle appartient à l'entreprise voisine "machines SERDI". D'un point de vue ICPE, nous considérons que l'aménagement est de la responsabilité de l'exploitant, à charge pour lui de négocier un accord avec le propriétaire. L'exploitant doit fournir un projet d'aménagement des zones susceptibles de polluer les EP par les HC et de traitement par décanteurs-déshuileurs.</p>

<p>Constats : L'exploitant avait présenté à l'inspection lors d'une réunion en date du 8/03/2022, un plan d'actions relatif aux rejets eaux pluviales et eaux usées.</p> <p>L'exploitant a désormais réalisé ce plan d'actions, et souhaiterait que l'article 2-4-1 de l'arrêté préfectoral du 29/10/2007 soit modifié en conséquence (suppression de l'obligation de séparateurs hydrocarbures).</p> <p>Les actions mises en oeuvre n'ont pas été présentées le jour de l'inspection.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un porté à connaissance au Préfet des modifications réalisées concernant les rejets Eaux pluviales et Eaux usées. L'inspection pourra ainsi soit prendre acte des modifications effectuées, soit modifier l'arrêté préfectoral du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Point PFAS

Référence réglementaire : Lettre du 18/11/2022
Thème(s) : Risques chroniques, rejets PFAS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Courrier du Préfet à l'exploitant du 18/11/2022: Monsieur le directeur, Au printemps 2022, les services de l'État ont engagé une action régionale pour identifier les zones potentiellement concernées par la présence de substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS). À l'automne 2022, les résultats des analyses sur le secteur de Rumilly ont conclu à ce que ce secteur fasse l'objet d'une vigilance particulière. Vous avez peut-être pris connaissance de mon communiqué de presse diffusé le 16 novembre dernier et accessible sur le site de la préfecture : Présence de composés perfluorés (PFAS) dans l'eau potable sur la commune de Rumilly / Actualités / Accueil - Les services de l'État en Haute-Savoie Ces substances représentent près de 4 000 composés chimiques synthétiques et sont utilisées depuis les années 1950 pour leurs propriétés antiadhésives, résistantes aux fortes chaleurs et imperméabilisantes. On les retrouve dans de nombreuses applications industrielles et produits de consommation. Elles se dégradent très peu, certaines sont bioaccumulables dans la chaîne alimentaire, et elles peuvent présenter des risques pour la santé. Vous trouverez plus d'informations sur cette page de référence : https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/presence-de-substances-perfluorees-au-sud-de-lyon-a21871.html A partir des données disponibles sur le bassin Rhône-Méditerranée-Corse, le ruisseau des 3 fontaines a été également identifié comme présentant régulièrement des PFAS en quantité importante. Votre site se trouve à proximité immédiate de ce cours d'eau concerné par ces détections. Aussi, afin d'améliorer la connaissance des PFAS et des niveaux d'émission présents dans les rejets industriels liquides de votre site, je vous invite à faire analyser vos rejets aqueux en PFAS par un laboratoire accrédité pour le prélèvement et l'analyse sur des eaux résiduaires d'ici le 31 mars 2023. Vous veillerez à adresser à la DREAL en charge de l'inspection des installations classées (Unité interdépartementale des deux Savoie - 3 rue Paul Guiton à 74000 – Annecy) les résultats d'analyses obtenus, dès leur réception. Il est possible de vous appuyer la liste des 20 PFAS cités ci après (avec leurs codes SANDRE). Cette liste provient de la directive européenne 2020/2184 qui concerne la qualité des eaux de consommation humaine. La limite de qualité est fixée à 0,10 µg/L pour la somme de ces 20 molécules dans les eaux de consommation. La directive est en cours de transposition en droit français et les PFAS devront être intégrés dans les analyses sanitaires de l'eau de consommation d'ici 2026. Les composés à rechercher étant susceptibles d'être présents à des concentrations très faibles (de l'ordre de quelques nanogrammes par litre à quelques centaines de nanogrammes par litre), il est important de vérifier en amont avec le laboratoire d'une part que le matériel de prélèvement sera bien adapté à l'analyse ultérieure des PFAS pour éviter une contamination des échantillons, et d'autre part que les limites de quantification sont, si possible selon la qualité de l'effluent, inférieures à 50 ng/l. Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée. Constats : L'exploitant a transmis par courriel en date du 3 janvier 2023, les résultats des analyses des rejets aqueux en PFAS réalisées par Savoie Labo et prélevés par l'exploitant le 13 décembre

2023. Les analyses ont été effectuées sur les 20 PFAS transmis. Pour tous les PFAS, les résultats sont inférieurs à 50 ng/l, sauf pour l'acide perfluoro n-butanoïque (PFBA) où le résultat est inférieur à 200ng/L, ce qui correspond à la limite de détection du laboratoire.

L'exploitant déclare ne pas utiliser de PTFE sur son site.

Ces substances peuvent provenir aussi des mousses d'extinction incendie. Le site a fait l'objet d'un incendie en 2016, mais l'exploitant indique que toutes les eaux d'extinction ont été contenues sur le site.

L'inspection mentionne un autre incendie qui a eu lieu en 1997. L'exploitant précise qu'il s'agit de l'incendie de CATIDOM quand CATIDOM était encore sur le site.

L'inspection des installations classées avait prévu la réalisation d'un contrôle inopiné des rejets aqueux du site en 2022.

L'exploitant ayant oublié de valider la commande au prestataire, ce contrôle a été effectué le 18 et 19 janvier 2023 en incluant les PFAS. Les résultats ne sont pas encore disponibles.

L'inspection informe l'exploitant qu'un projet d'arrêté ministériel au titre des installations classées est attendu au premier trimestre 2023 pour mener une campagne type RSDE (recherche substances dangereuses dans l'eau) sur les effluents des ICPE potentiellement les plus concernées par ces substances. Trois analyses devront être réalisées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet